

29 novembre 2024

Toustes mobiliséEs contre ce gouvernement qui protège l'extrême droite dans nos manifestations féministes

- Communiqué commun -

Des militantEs fémonationalistes, d'extrême-droite et anti-féministes ont organisé une action d'infiltration lors de la manifestation annuelle contre les féminicides, les violences sexuelles et toutes les violences de genre, à Paris le 23 novembre 2024.

Comme indiqué dans un communiqué publié le mercredi 20 novembre par #NousToutes, Grève Féministe et le Planning Familial, nous savions que ces groupes tenteraient de venir perturber nos manifestations pour avancer leurs agendas réactionnaires et racistes. Nous avons appelé à la plus grande vigilance quant à l'instrumentalisation de nos luttes.

Nous avons également prévenu les forces de l'ordre de la présence de ces groupes et avons demandé leur expulsion du cortège puisqu'ils ne sont pas les bienvenus dans nos manifestations féministes, anti-coloniales, anti-racistes et anti-fascistes. Nous avons été clairEs : aucun groupe résolument à l'opposé de nos valeurs ne devait manifester à nos côtés, surtout quand ces groupes génèrent des provocations, des heurts et des affrontements et mettent en danger les manifestantEs.

Au lieu de cela, la police les a escortés et a formé un cordon de "sécurité" leur permettant de défiler derrière notre manifestation qui était déclarée à la préfecture depuis le carré de tête jusqu'aux partis politiques. Ces groupes n'ont pas participé à notre mobilisation mais ont bien organisé une action derrière notre manifestation tout en étant escortés, accompagnés et cautionnés par la police.

L'Etat prouve encore une fois qu'il protège ces groupes fémonationalistes, d'extrême-droite et anti-féministes et facilite leurs actions de perturbation de manifestations féministes organisées bénévolement depuis des mois. Des manifestantEs, des journalistes et des militantEs ont été violemment évincéEs des zones où opéraient ces groupes. Certains collectifs juifs décoloniaux ont même été empêchés de défiler dans notre manifestation alors que nous partageons les mêmes valeurs. C'est inadmissible.

Nous sommes inquiètEs de ce phénomène qui est la résultante de l'extrême-droitisation des discours, des politiques publiques et de la police, de l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite en France facilitée par Emmanuel Macron mais aussi partout ailleurs dans le monde. Nous dénonçons avec fermeté le "deux poids - deux mesures" de l'Etat et de sa police qui protègent les groupes fémonationalistes, d'extrême-droite et anti-féministes tout en réprimant violemment voire mortellement les mouvements féministes et surtout anti-racistes.

Nous sommes inquiètEs mais nous n'avons pas peur. Nous appelons toutes les organisations féministes mais aussi anti-fascistes, écologistes, syndicales ainsi que l'ensemble du mouvement social à se réunir et à se mobiliser dès maintenant contre ce gouvernement qui protège l'extrême-droite et soutient le fémonationalisme. Nous nous joignons également à l'appel de la coordination féministe à se mettre en grève le 25 janvier 2025 pour battre l'extrême-droite.

Nous rappelons enfin que toutes les personnes qui soutiennent véritablement nos luttes, surtout celles visées directement par l'extrême-droite (notamment queer, racisées, sans papier, précaires, etc) ont leur place dans nos manifestations et nos cadres militants. Leur sécurité doit être une priorité. Nous devons créer ensemble un front féministe antifasciste et antiraciste.

Premières signataires :

Attac, AcceptessT, BadBoys, Coordination Féministe, Equipop.org, Féministes contre le cyber harcèlement, Héroïne 95, Jeune Garde, Les Dégomeuses, Marche Féministe Anticapitaliste, NousToutes, Solidarité Femmes 3919, SOS homophobie, Relève féministe, Union Etudiante, Union syndicale Solidaires

29 novembre 2024